



HAL
open science

Sporadic Uses of School: Times of School Redefined by Gypsy Children and Moroccan New Migrants

Hasnia-Sonia Missaoui

► **To cite this version:**

Hasnia-Sonia Missaoui. Sporadic Uses of School: Times of School Redefined by Gypsy Children and Moroccan New Migrants. *Espace Populations Sociétés*, 2007, Temps et temporalités des populations, 2007/2-3, pp.385 - 396. 10.4000/eps.2255 . hal-01656896

HAL Id: hal-01656896

<https://hal.science/hal-01656896>

Submitted on 6 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Espace populations sociétés

Space populations societies

2007/2-3 | 2007

Temps et temporalités des populations

L'usage intermittent de l'école

Des temporalités scolaires redéfinies par des enfants gitans et maghrébins nouveaux arrivants

Sporadic Uses of School: Times of School Redefined by Gypsy Children and Moroccan New Migrants

Hasnia-Sonia Missaoui



Édition électronique

URL : <http://eps.revues.org/2255>

ISSN : 2104-3752

Éditeur

Université des Sciences et Technologies de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 385-396

ISSN : 0755-7809

Référence électronique

Hasnia-Sonia Missaoui, « L'usage intermittent de l'école », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2007/2-3 | 2007, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 25 novembre 2016. URL : <http://eps.revues.org/2255> ; DOI : 10.4000/eps.2255

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.



Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Hasnia-Sonia MISSAOUI

Université de Toulouse Le Mirail - LISST
CNRS (UMR-5193), EHESS
Maison de la Recherche
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9
hasniam@aol.com

L'usage intermittent de l'école : des temporalités scolaires redéfinies par des enfants gitans et maghrébins nouveaux arrivants

ÉTRANGERS, VILLES ET TEMPORALITÉS

Dans nos travaux de recherche nous tentons de saisir les différentes situations vécues dans nos sociétés sédentaires par des populations de migrants caractérisées par de nouvelles pratiques de circulation. Ces nouveaux venus sont par exemple des Marocains arrivés en Espagne, dans le sud de la France ou en Italie qui, de plus en plus massivement, déploient des réseaux transnationaux de sociabilité et d'activités commerciales ; il s'agit aussi de populations transfrontalières entre la France et l'Espagne, comme les Gitans catalans, qui retrouvent depuis peu leurs réseaux claniques de part et d'autre de la frontière pour de nouvelles pratiques économiques. Ces situations de mise en mouvement ont pour effet de questionner nos sociétés dans ce qu'elles interrogent rarement : le poids des sédentarités. Sociétés « modernes » dont Daniel Mercure (1989) disait qu'elles présentaient une « forte compartimentation spatiale et temporelle entre les différentes sphères d'activités » qui « s'enracinent aujourd'hui dans des espaces multiples ».

Nos approches des interactions entre circulants et sédentaires exigeaient une entrée anthropologique dans les catégories d'être des populations mobiles, et donc la définition et l'application d'un strict plan méthodologique. Sans cela nous ne retrouverions dans nos approches que les sempiternelles mises en altérité radicale de ces autres, « étranges étrangers » qui ne pourraient ou ne sauraient intégrer les dispositifs institutionnels faits par et pour les sédentaires, alors même que nous ne ferions que répéter un certain nombre d'*a priori* en sciences humaines sur la sédentarité comme organisatrice incontestée des rapports sociaux et de leur institutionnalisation. Notre attention s'est particulièrement portée sur les différents temps vécus par ces populations, sur les lieux de leur expression : temps de la quotidienneté professionnelle, familiale, scolaire ou des loisirs de groupes mobiles vivant à des rythmes différents de ceux en vigueur dans leurs lieux d'étape ou de sédentarisation, ainsi que sur les modalités de modification de ces rythmes. L'espace

du migrant [Tarrus, 1989, 1993], et tout particulièrement de ce nouveau profil : le *transmigrant* circulant internationalement le long de réseaux familiaux pour des activités plutôt commerciales dont les produits sont réinvestis dans le pays d'origine, est fait de mouvements ; il remet sans cesse en cause les modalités d'appropriation territoriale, les hiérarchies locales de l'identité, exprimées par des usages des lieux et des temps spécifiques, et il dépasse les cadres territoriaux de l'action de chaque État-nation traversé. Cette dimension fait de la ville, conçue comme étape, non pas un lieu des sédentarité mais un carrefour des mobilités qui lui assigne une fonction définitivement et incontournablelement cosmopolite.

Les situations que nous avons observées trouvent leur compréhension selon trois niveaux de rapports entre temps et espace susceptibles de révéler des jeux d'acteurs, d'exprimer les choix, les désirs des migrants ou de certains d'entre eux. Nous avons donc développé une méthodologie qui nous permet d'entrer dans l'univers de leurs mobilités et d'en observer les productions sociales. Il s'agit d'abord de l'articulation entre temps des quotidiennetés, souvent désignés comme « rythmes sociaux », et voisinages intra-urbains, ou étendue de la zone d'accueil, ville et périphérie, liée à ces rythmes. Ce premier espace-temps nous apprend que les rencontres et évitements entre populations d'origines diverses, ce jeu des présences-absences dans l'espace public, n'est pas fait de hasards. De la fréquentation la plus collective des lieux de la ville aux usages les plus spécifiques, nous observons les règles de fait, les *statu quo* qui s'établissent entre populations différentes autour des usages des espaces publics, que l'on peut considérer comme autant de manifestations de mixité ou de ségrégation. Nous développons alors l'observation *in situ* et la participation aux interactions localisées.

Le second niveau articule les lieux différents, et souvent nombreux, de halte, d'étape, de tentative d'installation, aux continuités des rapports familiaux, professionnels, ..., caractéristiques de l'histoire de vie. Il nous apprend que les regroupements ou dispersions résidentiels ne relèvent pas de suggestions mécaniques, comme le parcours d'une boule de billard, mais d'une intelligence

construite des rapports aux milieux investis. Nous accompagnons alors autant que possible nos populations.

Enfin, nous manifestons un intérêt particulier au rapport entre temps intergénérationnels des migrations et vastes couloirs territoriaux, souvent internationaux, les diasporas illustrant cette configuration. Nous apprenons ainsi comment des villes lointaines ou proches, qui émaillent les parcours familiaux, demeurent présentes dans la mémoire des migrants et offrent longtemps après les départs des ressources sociales et économiques. Nous recueillons alors les récits de la mémoire familiale et complétons nos enquêtes dans les villes citées. Ces trois niveaux réalisent leur unité dans la continuité des éléments de temporalité et sont relativement accessibles aux jeux d'acteurs, aux choix et rejets collectifs ; ils nous permettent de comprendre les logiques de mouvements et de choix d'emplacements, en ville et le long de vastes itinéraires.

Ainsi nous cherchons à lire les situations vécues du migrant comme sources d'initiatives, en prenant en compte les complexités de l'acte migratoire telles qu'exprimées dans les articulations de ces trois niveaux ou étages spatio-temporels.

Les populations isolées ou regroupées, souvent étrangères aux nations qui les hébergent, bricolent à partir de leur expérience migratoire des identités métisses entre univers proches et lointains, de plus en plus transnationaux. Ce savoir-être à la fois d'ici et d'ailleurs engendre donc des constructions territoriales originales sur le mode de réseaux sociaux propices aux circulations, où les critères de reconnaissance de l'autre sont en rupture avec les « évidents » tracés de frontières, et les non moins évidentes préséances identitaires produites par les sociétés locales : frontières ethniques en particulier, mais aussi géographiques, administratives, politiques. La notion dynamique de « territoires circulatoires » [Tarrus, 1989, 1993, *op. cit.*], topique exprimant l'originalité des rapports nés des flux, mouvements et transactions caractéristiques des populations de migrants, nous amène à prendre en considération la connaissance des lieux de sédentarité de ces migrants, leur façon de savoir les traverser, les déborder et les recomposer en un vaste territoire aux centralités et

périphéries qui échappent partiellement à l'histoire locale de nos productions de l'urbain et de ses frontières.

Les populations mobiles en situation socio-économique défavorisée que nous avons rencontrées, Marocains récemment arrivés en France et Gitans catalans, nous renseignent sur les transformations sociales et ur-

baines contemporaines. Elles redéfinissent, sans cesse les rôles et les contours des lieux traversés, des populations côtoyées ou croisées, des institutions de proximité, etc. Ces transformations interrogent non seulement l'espace urbain, sa labilité comme sa rigidité, mais aussi les institutions majeures de socialisation que sont l'école et la famille.

ANTHROPOLOGIE DE L'ALTÉRITÉ : MIXITÉ SCOLAIRE, MIXITÉ SOCIALE

Nous avons travaillé sur le processus de déscolarisation et sur les compétences de jeunes enfants issus de ces deux populations à traverser divers espaces de socialisation. L'idée principale consiste à dire que de nouvelles formes identitaires fondées sur des expériences d'interactions multiples le long des parcours, des installations, des déménagements, des transactions pour survivre, interrogent et transforment les rapports entre l'école et la famille et contribuent à la redéfinition de la notion d'intégration. Nous avons tenté d'identifier l'impact des processus de déscolarisation d'enfants de Gitans catalans et de Marocains récemment immigrés. Dans ces contextes marqués par des liens communautaires denses, et par des comportements d'évitement des institutions, l'école ne peut prétendre assurer la transmission des compétences culturelles et sociales requises dans notre société pour l'accès à l'autonomie adulte et citoyenne. La déscolarisation ne se présente pas pour nous comme un « état » déterminé et figé, où nous aurait conduit le malheur de la misère, mais comme un processus sujet à des variations toujours relatives dans un milieu donné, un « modèle », un « standard », un « niveau », une conception de l'être ensemble. Lors de nos investigations, nous avons moins localisé ces processus dans l'une ou l'autre des institutions scolaire ou familiale que dans les interactions qui lient ces deux espaces de socialisation. Nous avons observé les populations envisagées à partir de leurs initiatives relationnelles, sociales et économiques pour comprendre l'altérité qui fait lien, qui solidarise les destins et qui nous éclaire au mieux sur leur « savoir circuler » ou leur « savoir se débrouiller », ainsi que sur leur compétence à redéfinir sans cesse les frontières *de, dans*

et hors de la ville, de ses espaces publics et de ses voisinages. Ainsi les populations concernées créent de nouveaux espaces transversaux -parfois transnationaux- qui défient et bousculent notre perception habituelle de la déshérence économique et de l'ordre des centralités urbaines. Organiser ainsi notre regard, c'est admettre que certaines populations ont la capacité d'« *entrer et sortir* » de notre univers de rationalité pour en créer de nouveaux, transitoires ou durables, en dehors de notre entendement de sédentaires installés souvent sans recul dans des univers de normes locales.

Ce sont les voies de la négociation et des métissages, plus que celles des différenciations radicales et des perspectives de développement séparé, que nous avons observées. Nous avons favorisé l'appréhension de situations de mixité dans les divers milieux communautaires et dans l'approche des institutions scolaires. En évitant l'unique entrée par l'observation de situations de repliement sur des conservatismes identitaires ; nous avons cherché plutôt les nombreuses interactions entre identités variées que la ville nous donne à voir. Proposer une analyse par les situations intermédiaires, c'est davantage appréhender l'altérité que l'identité, les « entrées et sorties » d'un milieu plutôt que la reproduction de marqueurs identitaires, c'est observer des capacités nouvelles de participation passagère ou durable des populations à des univers aux normes différentes.

Ensuite, notre projet de compréhension nous a poussé à utiliser toutes ces opportunités pour recomposer des généalogies, non comme figurations figées mais comme lieux d'une analyse dynamique des reconnaissances de proximités, de transmissions de savoir-faire, d'organisation des ressources

collectives. Ainsi apparaît, troisième niveau de notre tableau méthodologique, la mobilisation de diverses compétences acquises à l'intérieur des vastes apparentements généalogiques liés à la diversité des trajectoires socio-spatiales. Les trois niveaux de l'analyse spatio-temporelle précédemment signalés ont été systématiquement explorés, dès lors que s'organisent les figurations généalogiques : les mouvements et cohésions inter-générationnels à l'origine de déploiements organisés dans l'espace transfrontalier de migration. Puis les trajectoires micro-familiales nous ont indiqué les aptitudes à sortir des appartenances collectives, à les remobiliser, à négocier en somme les « entrées » et « sorties » entre univers de sociabilités et de normes, contrastés à l'échelle d'une existence et dans des lieux aux voisinages fluctuants.

Recueillir de telles informations auprès de migrants Gitans et Marocains ne relève pas d'un questionnement mécanique, mais d'entrevues nombreuses, de digressions infinies, d'aides ponctuelles, et somme toute d'affection sincère, bref d'une interaction complexe facilitée ici par l'identité de l'enquêtrice, jeune femme maghrébine partageant, selon les représentations des interlocutrices gitanes et marocaines, une histoire de la migration, des troubles familiaux, du machisme des hommes, etc. Ce plan méthodologique

de compréhension nous a permis de donner une forte cohérence aux observations diverses, occasionnelles, opportunistes, qui se sont multipliées au cours de nos séjours de terrain.

Deux sites nous ont permis de saisir diverses situations de mobilité, de sédentarité et de mixité :

- Perpignan d'une part, qui présente l'intérêt d'héberger des Gitans catalans sédentarisés en son centre historique depuis les années 1940, des Gitans andalous dits Espagnols, en transit migratoire dans les périphéries depuis six ou sept années, et des Marocains de la récente migration, domiciliés de façon compacte en habitat social ces dix dernières années. Les populations envisagées étant particulièrement mobiles, nous avons étendu nos investigations, lors d'enquêtes extensives, de Perpignan à Narbonne, Béziers, Montpellier, Nîmes et en Catalogne du Sud, surtout à Barcelone.
- Toulouse d'autre part, qui héberge des migrants de diverses origines, nouveaux arrivants depuis les années 1980, relevant de la classique et très dominante forme migratoire de la mobilisation internationale de la force de travail. Nous avons observé, dans des collèges périurbains, les difficultés rencontrées par des jeunes collégiens récemment arrivés.

NOUVELLES MIGRATIONS, NOUVELLES INTERROGATIONS ?

À Perpignan et à Barcelone, Maghrébins, Africains subsahariens et Gitans catalans ou andalous vivent en proximité. Ces populations sont souvent désignées sous l'angle du conflit ou de l'échec social. Nos terrains d'étude ainsi que d'autres antérieurs nous ont montré comment les uns et les autres se situent dans nos territoires et comment ils prennent place parmi nous. En prenant à témoin des migrants exposés à la stigmati-

tion usuelle des étrangers pauvres, plutôt que les représentants des institutions qui les croisent, nous rejoignons une tradition sociologique qui admet que les périphéries sociales éclairent au mieux les failles, les faillites et les réussites des dispositifs de centralité¹.

En ce qui concerne les Maghrébins, des changements contemporains des formes migratoires nous ont obligé à repenser nos schèmes

¹ C'est une entrée par ce qui fait « marge », ce qui n'est pas dans la norme dominante et qui cependant fait partie intégrante de nos sociétés, c'est partir du constat simmélien : chaque individu pourrait être un étranger, un vagabond potentiel, à la fois indifférent aux mutations constantes qui l'entourent et en même temps

acteur source des évolutions de la société. La ville est donc ce lieu de transformation des relations communautaires de la société traditionnelle en un espace complexe de mise en oeuvre de processus paradoxaux. Évidemment R.E. Park illustre ce mouvement, mais aussi Norbert Elias,...

d'analyse². De nouvelles populations développent des initiatives économiques, souterraines ou non, qui les notabilisent dans leurs pays d'origine, sans pour autant renoncer à leur place et à la naturalisation de leurs enfants dans les nations d'accueil.

Ces populations nouvellement arrivées se situent souvent hors des parcours classiques de l'intégration pour proposer une sorte de mutation ou de glissement de leur statut *d'étranger de l'extérieur* vers celui *d'étranger de l'intérieur*, dans une phase de leur existence tout au moins. Des formes nouvelles de présence se manifestent à l'actuelle

charnière historique entre migrants des mobilisations fordistes et migrants postfordistes, entre « premiers venus » dans les perspectives de complémentarité économique avec les nations d'accueil demanderesse, et « nouveaux arrivants », associés économiquement bien davantage aux lieux d'origine qu'aux régions de destination.

Quant aux Gitans, « *étrangers de l'intérieur* » perpétuels, ils vivent une profonde transformation des normes communautaires autour d'économies souterraines de survie et des rapports de soumission aux autorités politiques locales.

MOBILITÉ DE JEUNES MAGHRÉBINS : LA FAMILLE COMME LIEU D'APPRENTISSAGE

Dans le Roussillon, la mobilité professionnelle liée à la formation s'est profondément transformée depuis 40 ans. Dans un passé récent, une réussite scolaire s'accompagnait souvent d'une mobilité depuis les villages vers les grandes villes comme Toulouse, Montpellier, Paris, via Perpignan, chef-lieu du département. Il y avait dans Perpignan des dispositifs de formation qui permettaient justement une préparation vers ces grandes villes où l'on trouvait du travail. Aujourd'hui, pour un grand nombre de jeunes, c'est Perpignan même qui devient le seul lieu de concentration et de recherche d'emploi : cela concerne aussi bien les étrangers que les jeunes issus des vieilles familles de la région. Non seulement on ne quitte même plus Perpignan, mais cette ville devient la destination de jeunes de villes françaises plus importantes. Tant qu'à vivre la précarité, autant choisir les quartiers de cette ville ensoleillée et déjà peuplée depuis des décennies de « naufragés du devenir ».

Le centre-ville devient alors le seul lieu d'expérience, de rencontres et de construction de projets d'avenir, de relations de réciprocité, où l'hospitalité devient règle entre ceux qui passagèrement bénéficient d'un revenu et les autres, quelles que soient leurs origines, Gitans, Maghrébins, Moyen-Orientaux, Caucasiens, Sud-Américains, en attente dans les nombreux « quartiers pauvres » qui caractérisent le centre-ville de Perpignan.

Les jeunes d'origine maghrébine, surtout les Marocains de la vague migratoire transnationale postérieure à 1990³, se différencient des jeunes autochtones par leur importante mobilité. La forte solidarité au sein des familles ou des communautés en migration facilite la mobilité de ces jeunes : mobilité pour accompagner des aînés dans leurs allers et retours commerciaux vers le Maroc, ou le long des réseaux sociaux de circulants en Europe pour un emploi ici ou là. Contrairement à ce que nous mettons toujours en avant, ces familles étendues, à la façon de celles que nous décrit Sennet à Chicago à la fin du 19^{ème}

² Alain Tarris dans ses différentes recherches a pu noter le recours aux dispersions territoriales des familles, en France et dans les nations voisines, qui permettent aux individus, quels que soient leur âge et leur sexe, de développer des compétences caractérisées par un savoir-circuler international : il a mis en évidence que dans différentes mobilités, les populations envisagées (souvent précaires et en marge) usaient des interactions autour de l'échange commercial, permettant ainsi aux familles

d'avoir recours aux dispersions des leurs comme à autant de réseaux sociaux, les situant par là-même sur des territoires autres, et à distance des régulations administratives et politiques usuelles.

³ Le Centre Hassan II pour les Migrations, à Rabat, signale l'année 1990 comme début d'une « nouvelle phase migratoire » qui provoquera le départ, entre 1990 et 2001 d'un million deux cent mille Marocains vers le pourtour du Bassin méditerranéen ouest européen.

siècle [Sennet, 1980], au lieu d'être archaïques, semblent particulièrement bien adaptées au développement des initiatives. Dans cette ville moyenne qu'est Perpignan, plusieurs milliers de jeunes disparaissent en fin de classe de troisième des dispositifs de formation classiques. Parmi eux, il y a environ un tiers d'enfants d'origine étrangère : les perspectives de mobilité ouvertes par leurs camarades déjà circulants, qu'ils rencontrent régulièrement dans les rues de la ville, les entraînent pour des déplacements en Espagne surtout.

En effet, les adolescents issus des familles de migration récente désertent massivement le collège et le lycée, suite aux insertions transnationales de leurs familles, contrairement aux enfants de la migration traditionnelle dont les familles sédentarisées faisaient le pari de l'intégration par le biais de la seule réussite scolaire [Missaoui, 2005]. Des parents d'enfants en classe d'accueil témoignent fréquemment de la nécessité de la fréquentation scolaire jusqu'à « savoir se débrouiller » dans la société d'accueil plus que de suivre un parcours professionnellement qualifiant [Zirotti, 2000]. Ces adolescents, s'ils sont en situation d'échec scolaire, sont poussés par leurs parents à quitter le collège dès l'âge de 13 ou 14 ans quand se présente une opportunité, dans l'environnement immédiat ou bien loin dans une autre nation européenne mais auprès de proches d'origine, de débiter une activité professionnelle en compagnie d'un parent ou d'un compagnon des réseaux de commerce de transit entre France, Espagne, Italie et Maroc. Les destins de jeunes qui ont accepté les règles institutionnelles de l'intégration sont refusés par ces populations : un diplôme assorti de stages sans débouchés et du chômage dans l'attente d'un revenu minimum d'intégration est désigné comme la trajectoire même de la « honte sociale ».

Ainsi, ceux que l'on appelait les « Beurs » constatent l'irruption de cette nouvelle forme sociale migratoire et se sentent doublement gênés : ils savent qu'ils ont très peu les moyens d'emprunter les nouvelles voies de la transnationalité, mais aussi qu'ils ont peu de chances maintenant de changer leur situation dans notre société. Sans doute est-ce là l'effet pervers de la sédentarité pour ceux que certains nomment « les sacrifiés de la République ».

Cependant, dans les faits, les frontières entre les deux populations ne sont pas si infranchissables et de plus en plus de passerelles apparaissent, comme des accompagnements et divers autres partages d'activités. De telle sorte que se généralise, dans le sud de la France en particulier, l'idée que l'on a tout à gagner à être « d'ici et de là-bas » à la fois, à n'avoir pas à oublier ses origines ni les perspectives que peut parfois permettre l'intégration locale.

De nouveaux comportements collectifs se perçoivent aisément dans les usages des centres-villes où des décroissements jusqu'ici inédits voient le jour. Des jeunes de familles sédentaires, en situation d'échec scolaire ou professionnel, sont de plus en plus cooptés et partagent l'espace public avec ceux qui circulent. Ainsi, de plus en plus de jeunes appartenant à ces milieux de transmigrants font profiter de leur « expérience circulatoire » d'autres jeunes adolescents de la société locale. À Perpignan les jeunes qui ne réussissent pas à l'école, ceux qui ont 13-15 ans, forment des petites équipes de sept à neuf avec des jeunes de familles de circulants. Ils font des tournées chez des agriculteurs, de Gérone jusqu'à Valence en Espagne, dans les périodes de fort travail (récolte, taille ...) au rythme des saisons (olives, vendanges, cerises, pêches, tourisme ...) où ils travaillent 8 à 12 heures par jour ; ils montrent ainsi une véritable capacité d'organisation et une forte énergie au travail. Leurs initiatives restent souterraines, parce qu'aucun dispositif institutionnel ne prend en charge ces situations d'initiatives transfrontalières de mineurs, la désignation d'inactifs à la charge de leurs familles leur colle à la peau. Bien sûr, seuls quelques-uns tireront réellement bénéfice de ces interactions et pourront grâce à ce réseau obtenir un travail ou une situation professionnelle rémunérée ; mais les stages, généralement non rémunérés, proposés par les institutions de formation pour des perspectives professionnelles tout aussi aléatoires, ne sont plus de mise.

Ces comportements permettent des décroissements et des fluidités qui font tomber les barrières que l'on observait il y a encore peu de temps entre jeunes d'origines différentes ; les politiques de gestion sociale des villes, et à Perpignan elles sont basées sur la séparation des « communautés », s'en trouvent fragilisées. Cette proximité et cette entraide entre jeunes s'opèrent parallèlement à un éloignement des rationalités institutionnelles de l'intégration.

MIXITÉS FAMILIALES ET CONSTRUCTION DU DEVENIR DES ENFANTS : PLURALITÉ DES TEMPS, PLURALITÉ DES INITIATIVES

Dans la communauté gitane sédentarisée de Perpignan, les changements contemporains les plus marquants concernent le rôle des femmes, qui multiplient les sorties de leur communauté, notamment à l'occasion de liens matrimoniaux originaux, et qui développent de nombreuses initiatives associatives internes résolument tournées vers le devenir des enfants. Le statut des femmes dans la communauté gitane, avec le refus du maintien de leur subordination à la belle-famille, et surtout l'évolution de leurs rapports au machisme masculin à la suite des expériences douloureuses de l'irruption des psychotropes, du sida et de l'hépatite C, a évolué vers des ruptures avec les clans.

Temps scolaires...

Trois types de situations de mixités familiales placent l'enfant au cœur de la construction de projets nouveaux tout en lui permettant la construction d'un avenir scolaire. Le premier type de situation que nous avons observé concerne des couples gitans qui, avec ou sans enfant, ont quitté les territoires communautaires et les proximités claniques pour résider dans des quartiers « *païos*⁴ ». Nous avons identifié, parmi sept familles nucléaires abordées, des départs sans conflit et des ruptures radicales. Chaque fois, le devenir des enfants était mis en avant comme première justification du départ ; il s'agit, en quelque sorte, d'un « sauve-qui-peut » de la famille nucléaire assorti de la conviction que le couple qui prend cette initiative disposera de ressources sociales et économiques suffisantes en milieu « *paio* » pour libérer ses enfants d'une emprise communautaire jugée dangereuse. Les stratégies de sortie développées par ces couples placent les enfants au cœur de la construction de projets nouveaux, et l'école est alors particulièrement concernée. Lorsque des couples ont quitté les voisinages gitans sans conflit, les querelles conduisant à une situation de rupture radicale n'ont pas tardé : le statut de la femme, en particulier le maintien de sa subordination

à sa belle-mère, est systématiquement présenté comme source de la rupture. L'impossibilité de gérer directement, « indépendamment », à l'échelle de la famille nucléaire, les activités des jeunes enfants est corrélativement mise en avant par le clan d'origine qui redouble alors d'agressivité par rapport aux « fugitifs ». Les enfants, dans les dires parentaux ou claniques, sont donc au cœur d'inextricables conflits comme d'espoirs démesurés d'autonomisation. Nos observations nous ont permis de détailler et de nuancer ces affirmations : les jeunes enfants, lorsqu'ils n'ont perçu aucun conflit justifiant le départ du territoire communautaire, ne perçoivent pas davantage, bien au contraire, la nécessité de la rupture avec leurs proches demeurés en milieu communautaire. Ils développent souvent des « résistances » qui consistent à exacerber leur refus d'une scolarité à l'identique des « *païos* », à inventer des occasions de retour auprès des parentes négligées par l'éloignement familial ; les femmes développent alors des stratégies de négociation de leur nouvelle autonomie de couple qui les situent à nouveau dans les dépendances antérieures. Par contre, en cas de rupture violente, les adolescents, et surtout les jeunes filles, adoptent des positions de rupture avec le clan encore plus radicales que celles de leurs parents. Notre travail de compréhension a consisté, évidemment, à situer le recours à la scolarisation dans cette diversité de situations.

Temps des mixités...

Le deuxième type de couples que nous avons rencontré est constitué d'unions mixtes : sur onze cas qui nous ont été signalés, et huit que nous avons approchés, nous avons pu constater que les trois qui concernaient une femme non gitane et un mari gitan ne conduisaient pas à d'autres conflits que l'exacerbation intraclanique des rapports de la femme « adoptée » avec les femmes gitanes de la génération précédente (sorte d'extension du conflit avec la belle-mère). Nous n'avons

⁴ Le « *paio* » est un non-gitan. L'altérité de cette désignation concerne toutes les populations qui ignorent

l'observance des coutumes gitanes.

pas noté de dispositions particulières concernant la scolarité des enfants. Par contre la situation est toute autre lorsqu'il s'agit d'une union entre une femme gitane et un *paio*. Nous avons pris à témoin six couples, dont deux mariés et quatre de concubins, qui ont quitté brusquement le milieu gitan à l'occasion de ces alliances. Les stratégies familiales concernant la scolarité des enfants vont dans le sens d'une extrême conformité à des parcours-types réclamés par l'institution (accompagnements et respect des horaires, études du soir ou répétitions, rencontres avec les enseignants...).

Enfin nous avons observé des situations où la femme gitane seule, précédemment mariée avec un gitan, quitte brusquement la communauté, accompagnée de ses enfants. Des décès de proches, divorces, etc., produisent des phases conflictuelles paroxystiques avant ou lors des départs. La capacité d'entrée de ces femmes dans les milieux « *païos* » est surprenante par son immédiateté. Parmi les sept cas approchés, dont quatre en France et trois en Espagne (dans des mêmes clans transfrontaliers marqués par de fortes désagréations liées aux effets d'une généralisation -à l'échelle du clan- du VIH et du VHC), nous avons observé les capacités des adolescents qui suivent leur mère par conviction d'entreprendre des formations jamais envisagées auparavant. Dans un premier temps nous avons pensé que ces transferts d'un milieu vers les autres ne relevaient pas de situations de mixité à proprement parler, tant les changements comportementaux nous semblaient radicaux. Puis nous avons constaté que ces femmes qui abandonnent brusquement les territoires communautaires continuaient de rencontrer leurs proches, gitanes, dans des lieux publics de la ville, au cours de promenades rassemblant de nombreuses gitanes d'âges et de conditions variées. Là particulièrement, nous avons créé ces opportunités d'accompagnement qui nous ont permis de comprendre comment rupture et continuité pouvaient se négocier : dès lors sont apparus, à l'initiative exclusive des femmes, des rôles inattendus dans la diffusion de conceptions favorables à la scolarisation des enfants.

Temps des savoirs des « *tios* »...

Un autre constat s'impose quant à la communauté gitane : la transmission des savoir-faire. Elle passe par les « *tios* », les « sages », notamment dans les domaines de la lecture,

de l'écriture et du calcul, au travers de l'autoformation des adolescents au commerce. Les « *tios* » sont âgés de 55 à 70 ans et sont reconnus comme étant les « sages » de la communauté ; dans leur grande majorité, ils ont pour fonction de dire l'histoire du clan et de la société gitane elle-même. De plus, les « *tios* » confirment avoir vécu des situations de mixité à l'école primaire ou au collège : ils affirment tous que l'origine de leur capacité d'expression et de leurs connaissances est bien tributaire de ces mixités à l'école publique et de leur situation géographique frontalière.

Ces hommes, qui prennent en charge la formation des jeunes au commerce par autoformation, ne consacrent pas leur attention à leurs seuls enfants. Lors de leurs tournées, par exemple dans le nord de la France pour des ventes de tissus, ils se font accompagner de plusieurs voitures regroupant des adolescents autour d'un vendeur confirmé et d'un ou plusieurs fourgons remplis de linge. Ces adolescents apprendront le métier par la vente à l'espagnole. Ce procédé, que nous n'avons pu directement observer, nous a été souvent décrit. Dans les villes où le commerçant retrouve ses clientèles, les adolescents font du porte-à-porte dans les quartiers pauvres. Ils négocient du linge de pacotille (chaussettes, mouchoirs, serviettes par 12, draps par 4, etc.). Chacun prend la même quantité de linge : au retour des ventes, le diagnostic de compétence est imparable, les sommes rapportées différenciant les unes des autres : ceux qui ramènent des quantités identiques de linge se différencient par l'argent qu'ils ont gagné ; évidemment les jeunes qui ont vendu plusieurs fois les valeurs fixées, quels que soient les moyens employés, sont distingués. Cette forme de vente est illégale et elle n'est guère pratiquée, chez les Gitans catalans, que pour ces apprentissages, ou encore lorsqu'il s'agit de constituer en quelques jours une cagnotte pour un mariage. Les plus performants des adolescents peuvent espérer être embauchés par des commerçants gitans pour des ventes régulières sur des marchés publics ; plus tard ils seront initiés aux négociations auprès des fournisseurs. Là encore les femmes ont des rôles de premier plan : elles accompagnent les groupes pour la vente à l'espagnole, la pratiquent elles-mêmes, et souvent, réunissent les adolescents pour leur dispenser des conseils professionnels ;

parfois même, elles les accompagnent pour les démarchages de porte-à-porte. Il n'est pas rare d'observer les mères ou grands-mères accompagner ces jeunes apprentis afin de les dégourdir rapidement et ainsi de les distinguer. Lorsque plusieurs jeunes partent pour rassembler des fonds en vue d'un mariage, ce sont elles qui intercèdent auprès des commerçants pour organiser leur tournée, et même parfois qui sont les seules accompagnatrices expérimentées. On peut dire que durant ces pratiques, il s'agit pour les « *tios* » et les femmes accompagnatrices d'initier les adolescents aux « savoir se débrouiller », à des compétences relationnelles et sociales.

Phénomène récent, les unions matrimoniales entre gitans des deux côtés de la frontière franco-espagnole sont réactivées et des clans

catalans se reforment qui abolissent les longues séparations politiques. Lorsque nous avons analysé les situations professionnelles des jeunes gitans ou gitanes perpignanais(es) qui contractent des alliances avec des branches retrouvées de leurs clans à Gérone, Barcelone, Valence ou Lérida, nous avons constaté que les nouvelles insertions sont marquées par l'entrée dans des professions artisanales et commerciales des familles gitanes d'Espagne venues à réussite relative dans les années 1930, et présentes par exemple dans le quartier des Sants, au centre de Barcelone. Comme si les mobilités retrouvées à l'échelle de la vaste configuration gitane catalane de part et d'autre de la frontière autorisaient des « sorties » de situations de déshérence marquées par la sédentarité et l'exploitation politique forcenée à Perpignan⁵.

COMMUNAUTÉS, AUTOFORMATION, NÉGOCIATIONS : DE L'AUTOFORMATION À L'AUTONOMIE SOCIALE

Nos travaux suggèrent deux séquences contrastées qui organisent les parcours de formation des jeunes gitans et des migrants internationaux primo-arrivants. La première, couvrant le temps de la scolarité maternelle et élémentaire, est le lieu des opportunités pour l'intervention pédagogique : l'innovation basée sur diverses configurations des mixités sociales et culturelles y tient une place prépondérante. Plus précoce et plus variée seront la mixité et la mise en synergie des altérités dans l'école (adultes, mères, classes cosmopolites), plus les expériences de surmotivation dans les apprentissages (lecture, dessin, communication) seront productives et durables. L'adoption collective de comportements sociaux favorables à la scolarisation (respect des horaires et des divers rythmes scolaires, implication des familles, ...) sera tangible dès lors que les enseignants inscriront leurs expériences dans une continuité pluriannuelle. Dans cette séquence, la non-mixité (résidentielle, identitaire,...) des familles ne nous est pas apparue comme restrictive ni contraire aux objectifs pédagogiques. Pour ces communautés, il semble que

le moment des premiers apprentissages soit celui du plus grand équilibre entre les finalités de l'institution scolaire d'une part et les proximités parentales d'autre part.

La seconde séquence, marquée plutôt par l'entrée au collège, est bien différente : les jeunes gitans, comme les adolescents migrants internationaux, et particulièrement ceux qui appartiennent aux formes migratoires les plus récentes, sont comme happés par leurs milieux qui substituent au lent parcours de formation, des procédures rapides de prise en charge par acquisition de savoir-faire et de compétences professionnelles constitutifs de cultures communautaires, longues dans le cas des gitans, ou d'acquis récents mais très valorisants dans le cas des nouveaux migrants. Réussir sa vie n'est pas seulement obtenir un diplôme mais accéder à un statut social, c'est-à-dire marquer son appartenance à un groupe reconnu socialement.

En nous intéressant aux enfants issus de l'immigration nouvellement arrivés sur le sol français (les Marocains) ou à ceux, citoyens séculaires mais stigmatisés comme « étrangers de l'intérieur » (les gitans) et à

⁵ Voir A. Tarrus (1989, 1997) pour mesurer les effets de

ces soumissions et de ces dissociations.

leurs compétences, leurs initiatives et leur autonomie sociale, nous avons voulu analyser cette démarche qui associe mobilités spatiales, mobilisations sociales et mobilités économiques ascendantes. Elle est évidemment de peu de signification par rapport aux grands mécanismes sociétaux en acte, mais tout autant que peut l'être la manifestation de formes fugitives et annonciatrices dont on ne sait, dans une problématique hégélienne ou simmélienne, si elle exprime les balbutiements d'une vraie construction des devenirs. La « crise », nous disent ces deux penseurs, masque ses propres résolutions, leur donnant ainsi la discrétion et le temps nécessaires à leur émergence...

Les situations observées nous ont amenée à penser qu'il s'agissait d'une forme d'autonomie sociale puisque les différents constats nous ont mis devant un fait : celui d'une mise à distance productive de renouvellements sociaux et économiques de ces jeunes au travers d'un mélange de compétences familiales et communautaires, commerciales et circulatoires, et d'un usage par intermittence de l'école.

La mixité tend à former le visage d'une nouvelle socialité. L'impact social de la cohabitation des différentes populations avec des pratiques et activités différentes et leurs interactions sont les facteurs d'émergence de ces nouvelles pratiques « de mixité sociale » qui à leur tour mettent en place de nouvelles règles de comportements propres à ces « entre-deux ». La question qui se pose à nous est la suivante : ces nouvelles formes de socialité sont-elles de l'autonomie sociale individuelle ou, comme le dit M. P. Ruscassié, des « processus d'émergence de nouvelles règles de comportement [Ruscassié, 1983] », d'expérimentation sociale ? Est-ce la production de telle ou telle population ou bien la « résultante » de l'interaction, car, dans la ville, la somme des sociabilités singulières qui se côtoient est toujours moindre que ce qu'elles produisent.

Celui qui est « autonome » se régit par ses propres lois ; de nombreux chercheurs en sciences sociales mais aussi en physique, mathématiques, etc., semblent avoir repris cette idée de base mais de manière beaucoup plus complexe à partir des multiples paradoxes déjà repérés chez l'individu afin de tenter de donner un sens à la notion d'autonomie sociale. Kant parlait déjà du « principe de

l'autonomie de la Volonté » en vertu duquel les volontés individuelles déterminent librement les formes, les conditions et les effets des actes juridiques.

Dans les années 80, de nombreuses disciplines se posaient la question de l'Autonomie (biologistes, physiciens, mathématiciens, etc.). Yves Barel disait, lors du colloque de 1983 sur « L'autoformation sociale aujourd'hui », que « *L'autonomie d'une certaine manière, cela n'existe pas . Ce n'est pas un objet, une essence, une substance, pas même un processus que l'on peut identifier dans son orgueilleuse solitude. En particulier, l'autonomie ne s'appréhende que dans sa relation, sa connivence même, avec son contraire, l'hétéronomie.* »

Il est nécessaire de rappeler que l'Autonomie se présente sous forme binaire selon qu'on la situe dans la participation au social, qu'on qualifie alors d'autonomie « dans » le social ou comme une qualité intrinsèque au social, qu'on qualifie cette fois-ci d'autonomie « du » social :

1. l'autonomie du social en tant que l'individu contemporain est capable, sans intervention « extérieure » (Dieu, Raison, Histoire...) de dire lui-même le sens de ce qu'il fait, si sens il y a ;
2. l'autonomie *dans* le social c'est-à-dire le rapport entre des individus et des groupes avec les cadres collectifs qui s'imposent à eux, ce qui interpelle à la fois la question du pouvoir et celle des multiples résistances à ce pouvoir.

Parler de processus social c'est reconnaître à la population « *l'aptitude générale à vivre intensément les relations publiques [Agulhon, 1977]* », c'est être dans l'échange et l'interaction créant par là même des sociabilités différentes selon les lieux et les moments. Comme l'a énoncé M. Forsé, on peut distinguer « *une sociabilité interne, centrée sur le foyer, et une sociabilité externe, orientée vers les amis, les relations du travail, l'environnement social* » [Forsé, 1983]. Par la problématique de l'autonomie sociale, c'est la place qu'occupent les actes des individus dans un processus de socialisation que nous avons cherché à saisir. Ainsi par autonomie sociale, nous avons cherché à « *distinguer les territoires des institutions, du pouvoir et ceux des individus et groupes sociaux qui ont un contenu de vécu identitaire et ne sont*

sans doute pas de même nature. »⁶. La notion de territoire renvoie à une fonction transversale permettant d'articuler les deux sens de l'autonomie que nous venons d'évoquer.

Aujourd'hui, les rapports que les gitans et les Marocains de la nouvelle vague migratoire ont avec l'institution scolaire nous donnent à voir les espaces, matériels et symboliques,

d'une forme d'autonomie sociale. Nous entendons par là que ces populations présentent des capacités d'autogestion qui rappellent, bien que leurs enjeux sociétaux soient autres, celles qui ont été constatées chez les paysans (par exemple le mouvement d'autoformation des Maisons Familiales Rurales), les néoruraux, les Compagnons, etc.

CONCLUSION

Après avoir poussé les individus à valoriser et à participer en tant que citoyens à ce qui est proche, ce qui fait quartier, ce qui fait « local » ou « pays », ne nous étonnons pas que cette « montée des quartiers » ait mis l'accent sur l'homme, le territoire, le petit, le convivial. De nouvelles images s'imposent à nous, de nouvelles représentations de nous-mêmes en tant qu'acteurs d'abord, mais aussi de nouvelles représentations de la ville, de la campagne, du temps, de l'écologie, du développement. Tout ce qui a trait au local acquiert une épaisseur d'autonomie vis-à-vis de l'État et des formes de représentation politique. Toutefois, la grande originalité de nos terrains est de rompre avec l'acception commune de l'équivalence entre local et sédentaire. Le « trans », quels que soient les topiques de ses déploiements, n'est ni étranger ni indifférent au lieu dans sa dimension de local. Cela nous laisse entendre que la construction sociale et politique historique de la citoyenneté française à partir du tête-à-tête entre citoyen et État-nation, dans une configuration de proximités institutionnelles qui font proximités spatiales (centralité), n'est plus de mise dans ces populations. Les « nouveaux migrants » ou ces « étrangers de l'intérieur », que l'on peut qualifier de « nouveaux citoyens » qui construisent de

nouvelles formes d'autonomie, de nouvelles formes d'univers sociaux, semblent se rapprocher des pratiques observées par plus d'un sociologue auprès des néoruraux d'hier que E. Henry avait qualifiés de « vrais-faux-ruraux »⁷. Pour lui en effet, la plupart d'entre eux sont « *passés par la ville, soit qu'ils en viennent et se sont enracinés dans le pays, soit qu'ils n'aient jamais vraiment quitté le pays et y vivent grâce à de multiples activités (agricoles et non agricoles, à la campagne et à la ville voisine, etc.). [...] Ils sont porteurs d'éléments d'une nouvelle culture à la fois urbaine et rurale. Ils sont les mieux à même de faire le lien -ou de tenter de le faire- entre le passé, le pays, la tradition et la modernité ; les techniques nouvelles, par une sorte de bricolage, d'alchimie, qui souvent échouent pour partie mais jamais totalement. Cet espace de bricolage social existe pour l'instant dans "l'hinterland" des pays, il est porté et régénéré par ceux que nous appelons de façon paradoxale de vrais-faux-ruraux.* » [Henry, 1983].

Les populations envisagées dans cet article seraient-elles les « vrais-faux-citoyens » vivant par intermittence au cœur des villes et des dispositifs institutionnels ?

⁶ M. Aguilhon, *op.cit.*

⁷ De nombreux travaux ont vu le jour durant les années 70 sur les thématiques se rapportant aux questions

des néo-ruraux. Le colloque « *L'autonomie sociale aujourd'hui* », animé par Yves Barrel à Grenoble en 1983 a réuni plusieurs dizaines de sociologues.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGULHON M. (1977), *Le cercle dans la France bourgeoise 1810-1848, étude d'une mutation de sociabilité*, A. Colin, collection les Cahiers des Annales.
- BAREL Y. (1983), *L'autoformation sociale aujourd'hui*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- FORSE M. (1983), « l'autonomie sociale aujourd'hui », in Yves Barel (sous la dir.), *L'autonomie sociale aujourd'hui*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- GROSSIN William (1974), *Le temps de la vie quotidienne*, Paris, Mouton, 233 p.
- HENRY E. (1983), « La décentralisation : quels enjeux ? Pour qui ? », in Yves Barel (sous la dir.), *L'autonomie sociale aujourd'hui*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- MERCURE Daniel, (1989), L'éclatement des temporalités vécues, Université du Québec, Hull, *Temporalistes*, n° 12, octobre, pp. 10-13.
- MISSAOUI Hasnia-Sonia (2005), *L'école, le collège : y rester, ou en sortir. La construction du potentiel de formation parmi les familles d'enfants gitans et maghrébins de Barcelone à Perpignan*, Montpellier et Toulouse, Éditions Trabucaire, Recherches en cours, n° 5.
- MISSAOUI L. (2003), *Les étrangers de l'intérieur, filières, trafics et xénophobie*, Éditions Payot.
- MISSAOUI L. (1993), Petit ici, notable là-bas. Trajectoires de réussite de Tunisiens en France, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 9, n° 1.
- MISSAOUI L., POURCENOUX P., TARRIUS A. (1996), Entrer dans la ville, entrer dans la vie, Rapport de recherche CCPD, Perpignan.
- RAFFESTIN C. (1983), « Instruments territoriaux et autonomie », in Yves Barel (sous la dir.), *L'autonomie sociale aujourd'hui*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- RUSCASSIE M.P. (1983), « Une forme d'autonomie sociale : mode d'habiter et vie sociale ? », in Yves Barel (sous la dir.), *L'autonomie sociale aujourd'hui*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- SENNET R. (1980), *La Famille contre la ville*, Encres, Éditions Recherches.
- TARRIUS Alain (1989), *Anthropologie du mouvement*, Caen, Éditions Paradigme.
- TARRIUS Alain (1993), Territoires circulatoires et espaces urbains : différenciation des groupes de migrants, *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 59-60 « mobilités ».
- TARRIUS Alain (1997), *Fin de siècle incertaine à Perpignan. Drogues, pauvretés, communautés d'étrangers, jeunes sans emploi et renouveau des civilités dans une ville moyenne française*, Éditions Trabucaire.
- TARRIUS Alain (2007), *La remontée des Sud*, Éditions de l'Aube.
- ZIROTTI J.-P. (2000), La scolarisation des enfants de travailleurs immigrés en France (dans les années 1970-1980). Idéologie égalitaire et différence culturelle, Thèse de Doctorat d'État ès Lettres et Sciences Humaines, Université Paris V – René Descartes.
- ZIROTTI J.-P., AKERS-PORRINI R. (1992), Élèves « français » et « maghrébins ». Un rapport différent à l'orientation scolaire, *Migrants-Formation*, n° 89.
-